

Au point de vue de la politique générale, ce qui ressort tout d'abord du projet russe c'est la constatation de la faillite du système de Mürzsteg. Désormais il n'y aurait plus de distinction entre les agents civils et les contrôleurs financiers; les uns et les autres auraient les mêmes fonctions. Le mandat que l'Autriche et la Russie s'étaient donné et dont l'Autriche surtout — la Russie étant occupée ailleurs — avait dirigé l'exécution, prend fin. En même temps se modifie l'esprit des réformes: les membres de la commission européenne et les officiers chargés de la gendarmerie pourraient entrer dans la hiérarchie des fonctionnaires ottomans; on chercherait ainsi à « sauver la face » au Sultan et à maintenir le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman; mais on ferait passer, sous l'étiquette turque soigneusement affichée, les réformes et l'administration européenne. L'inspecteur général serait maintenu; mais, du jour où il ne dépendrait plus du Sultan de le rappeler, avant l'expiration de ses sept ans, sans l'assentiment des puissances, il serait, en fait, autant le délégué de l'Europe que celui du Sultan. Les attributions de la commission financière s'étendraient à toutes les ramifications de la vie publique: le paiement des dîmes, l'agriculture, les routes et chemins; elle serait chargée de la surveillance de l'administration judiciaire par l'intermédiaire d'inspecteurs choisis par elle et agréés par le Sultan. L'effectif de la gendarmerie serait augmenté en officiers européens et en gendarmes ottomans; sa collaboration avec la brigade légère chargée de la poursuite des bandes serait prévue; il serait nécessaire aussi qu'il fût bien spécifié que les officiers européens auraient directement le commandement de la gendarmerie; c'est certainement dans cette intention que la Russie prévoit,